

# LE DEVOIR



Le visage ensanglanté, Silvio Berlusconi reçoit l'aide de policiers après avoir été victime d'une agression à l'issue d'un rassemblement politique, hier, à Milan.

## Berlusconi agressé au milieu de la foule

Le chef du gouvernement italien a été frappé en plein visage à Milan

FABIEN DEGLISE

Attentat au sommet de l'État. Le chef du gouvernement italien, Silvio Berlusconi, a passé la nuit à l'hôpital San Raffaele de Milan après avoir été agressé au visage en pleine rue, hier soir, à l'issue d'un rassemblement politique de son parti, Il Popolo della Libertà (le parti du peuple de la liberté).

L'attaque, orchestrée par un déséquilibré, a affirmé la police milanaise, a été perpétrée alors que le Cavaliere fait face à une vive contestation en Italie où sa réputation vient d'être entachée de nouvelles allégations de corruption.

Selon les informations relayées par l'agence italienne Ansa, l'agression de M. Berlusconi s'est produite derrière la place de la cathédrale Duomo de Milan où le chef du gouvernement a pris

un bain de foule après sa rencontre politique. C'est là qu'il a été frappé en plein visage avec une réplique miniature en métal de ce bâtiment, centre d'intérêt de cette ville du nord de l'Italie. Son agresseur, un homme de 42 ans, Massimo Tartaglia, sans précédent judiciaire, mais apparemment traité pour des problèmes mentaux depuis 10 ans, a immédiatement été arrêté. La police croit qu'il a agi seul.

Le visage tuméfié, le bouillant et controversé président du Conseil a rapidement été évacué en voiture et conduit à l'hôpital où des dommages à deux dents, à la lèvre supérieure et une fracture mineure au nez ont été constatés, a résumé hier le quotidien italien le *Corriere della Serra*. «Je vais bien, je vais bien», a déclaré M. Berlusconi,

VOIR PAGE A 8: BERLUSCONI



Arrestation de Massimo Tartaglia, l'agresseur de Silvio Berlusconi.

## Prentice veut faire payer les Américains

Le Canada entend partager le coût environnemental des sables bitumineux

MARCO BÉLAIR-CIRINO  
LOUIS-GILLES FRANÇEUR

Le Devoir à Copenhague

En marge d'une rencontre informelle des ministres de l'Environnement à Copenhague, le ministre canadien de l'Environnement, Jim Prentice, a suggéré que les consommateurs américains qui achètent le pétrole canadien et le consomment aux États-Unis en assument les coûts environnementaux.

Les États-Unis devraient couvrir une partie des coûts environnementaux liés à l'exploitation des sables bitumineux canadiens, a-t-il soufflé hier. «C'est pour cette raison que nous travaillons si étroitement avec les États-Unis pour avoir un système harmonisé. Afin d'éviter que les coûts environnementaux ne soient transférés sur les Canadiens, parce que ce n'est pas juste», a déclaré Jim Prentice dans une entrevue accordée à CTV.

Cette idée a été évoquée plus tôt hier par l'ancien premier ministre Paul Martin. Cité par le quotidien *The Toronto Star*, M. Martin affirme que les coûts environnementaux de l'exploitation des sables bitumineux en Alberta devraient être partagés avec les Américains qui consomment une bonne partie du pétrole qui en est extrait.

Plus tôt, les ministres de l'Environnement de près de 50 pays ont poursuivi leurs discussions afin d'en arriver à un accord climatique mondial lors du sommet des chefs d'État et de gouvernement de vendredi.

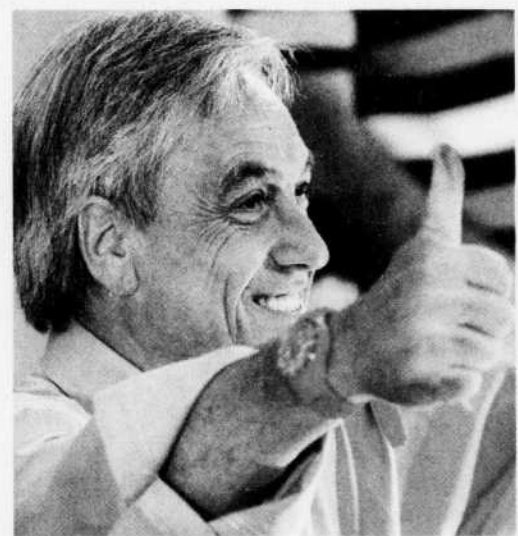
Ils ont échoué à combler les divergences entre les pays riches, d'une part, et les puissances émergentes et les pays pauvres, de l'autre, sur l'ampleur des réductions d'émissions de gaz à effet de



COPENHAGUE 2009

VOIR PAGE A 8: COPENHAGUE

- Ottawa inquiète le Québec, page A 3
- La nécessité du leadership politique, page A 7



Le candidat de la droite chilienne à l'élection présidentielle, Sebastian Piñera

CHILI

## La droite arrive en tête du premier tour de l'élection présidentielle

■ À lire en page B 1

GRANDE-BRETAGNE

## L'«aveu» de Tony Blair relance la polémique sur la guerre en Irak

■ À lire en page B 1

## OGM: trois variétés de maïs Monsanto cultivées au Canada montrent des «signes de toxicité inquiétants»

Les plantes en cause ne devraient pas être commercialisées, conclut une étude indépendante

FABIEN DEGLISE

Toxiques, mais cultivés. Trois variétés de maïs génétiquement modifié largement répandues sur la planète, y compris au Canada, comportent d'importants risques de toxicité. C'est du moins ce qu'indique une étude menée par le Comité de recherche et d'information indépendant sur le génie génétique (CRIIGEN) en France. Les résultats de l'analyse viennent d'être publiés dans la dernière livraison de l'*International Journal of Biological Sciences*.

La révélation est d'autant plus percutante qu'elle a été faite par les scientifiques après une réévaluation des résultats d'études en laboratoire sur des rats, études fournies par la multinationale Monsanto pour l'approbation dans plusieurs pays européens des organismes génétiquement modifiés (OGM) désormais sur la sellette: le MON 810, MON 863 et le NK 603.

Or, assure le CRIIGEN, ces OGM ne sont pas sains et surtout pas assez sécuritaires «pour être commercialisés», a commenté Gilles-Éric Séralini, coauteur de l'étude et expert du Groupe d'évalua-

tion des biotechnologies de l'Union européenne. «Notre analyse révèle clairement, pour ces trois OGM, de nouveaux effets secondaires liés à [leur] consommation», peut-on lire dans l'étude qui évoque une toxicité perceptible sur le foie et les reins des animaux alimentés avec ces nouvelles formes de maïs. L'analyse met également en lumière d'autres effets délétères sur le cœur, les glandes surrénales, les cellules sanguines et la rate des mammifères exposés à ces organismes.

VOIR PAGE A 8: MONSANTO

L'entrevue

## Le criminologue de combat

Philippe Bensimon relate une carrière d'errance en bordure du gouffre humain



Le criminologue Philippe Bensimon

Philippe Bensimon a passé 23 années derrière les barreaux, à explorer les tréfonds de la bête humaine. Le criminologue du carcéral fait le bilan dans un ouvrage trouble et inédit.

BRIAN MYLES

Les mots sont durs, les verbes chargés d'une violence honteuse. Les rapports du criminologue en milieu carcéral sont remplis d'enfants violés, de beaux-frères découpés au couteau de cuisine et de femmes défigurées à coups de blocs de béton. Si Philippe Bensimon portait à l'écran tout ce qu'il a vu et entendu à l'ombre des barreaux, pas même le plus voyeur des cinéphilas ne pourrait tolérer ces images brutales et abrutissantes.

Philippe Bensimon fait partie de cette lignée de criminologues qui co-

toient les criminels de tout acabit. Une fois que la société a enfermé à double tour ses pires rapaces pour ensuite jeter la clé au plus profond de son inconscient, il faut quelqu'un pour évaluer leur potentiel de réinsertion, les risques de récidive et faire des recommandations appropriées à la Commission nationale des libérations conditionnelles (CNLC). Parce qu'il faut bien regarder la réalité en face. Même les meurtriers et les voleurs d'enfants finissent par retrouver leur liberté un jour, contrairement aux victimes qui restent si souvent emmurées dans leur souffrance à perpétuité.

VOIR PAGE A 8: CRIMINOLOGUE

### INDEX

Announces..... B 6	Idées..... A 7
Avis publics... B 4	Météo..... B 5
Convergence... B 7	Monde..... B 1
Culture..... B 8	Mots croisés... B 5
Décès..... B 6	Religions..... B 6
Économie..... B 3	Sudoku..... B 6
Éditorial..... A 6	Télévision..... B 7






**ON S'DONNE LA MAIN.  
ON S'EMBRASSE.**

**Faites-vous vacciner avant les Fêtes.**

En cette période de l'année propice aux rassemblements, posez un geste de solidarité et faites-vous vacciner. Vous profiterez ainsi de la meilleure protection et offrirez à vos proches un cadeau inestimable. La grippe A(H1N1) se propage facilement. Ne prenez pas de risque et renseignez-vous pour connaître le centre de vaccination le plus près de chez vous.

[www.pandemiequebec.gouv.qc.ca](http://www.pandemiequebec.gouv.qc.ca)

Québec 

## ACTUALITÉS

## L'année Layton?



CHANTAL HÉBERT

Des quatre chefs des principaux partis d'opposition fédéraux, Jack Layton est indubitablement celui qui sort le moins égratigné de l'année politique 2009. Contrairement à Gilles Duceppe, il n'a pas subi une défaite humiliante aux mains des conservateurs. Contrairement à Michael Ignatieff, ses ouailles ne remettent pas sa compétence en question à voix haute.

En prime, Elizabeth May a largement disparu de l'écran radar. C'est notamment pour continuer de moucher sa rivale du Parti vert au fil d'arrivée médiatique que le chef néodémocrate s'est déplacé au sommet climatique de Copenhague cette semaine.

En cette fin d'année, ce bilan fait dire à des analystes néodémocrates que les Canadiens devraient être prêts à examiner sérieusement la candidature de M. Layton au poste de premier ministre. Il y a quelques jours, l'ex-organisateur en chef néodémocrate Brian Topp concluait un compte rendu exhaustif des tractations qui ont mené, l'an dernier, au projet de coalition PLC-NPD en recommandant son chef aux électeurs.



Jack Layton

Jack Layton, l'expérience — même si elle a avorté rapidement — a quand même révélé l'audace et l'âme visionnaire de Jack Layton. Dans un même élan, cependant, le stratège du NPD concluait à regret que, pour son parti, la voie du pouvoir ne passerait pas, dans l'avenir prévisible, par ce genre de partenariat. S'il veut se rapprocher d'un rôle gouvernemental, le NPD devra y arriver par ses propres moyens.

Or, force est de constater qu'à ce chapitre, il y a encore loin de la coupe aux lèvres. Même en admettant que le NPD ait tout fait bien en 2009 — ce qui est discutable —, il faudrait conclure que les chiffres ne sont pas au rendez-vous pour une rencontre imminente entre Jack Layton et le pouvoir, ou même avec l'opposition officielle aux Communes.

Selon le plus récent sondage EKOS, réalisé ces dernières semaines pour la CBC, le NPD (à 16,7 % dans les intentions de vote) n'a pas gagné un pouce de terrain depuis les élections de l'automne dernier (18,2 %). Dans le même esprit, l'écart entre l'imaginaire néodémocrate — selon lequel le parti est en pleine ascension au Québec — et la réalité de sa situation est conséquent.

Le NPD est particulièrement fier d'avoir ravi la seconde place aux libéraux dans la circonscription montréalaise d'Hochelega le mois dernier. Sauf que l'on est ici devant une bataille pour le prix de présence. Au total, le NPD — avec 19 % des suffrages — a terminé la course une bonne trentaine de points derrière le Bloc québécois.

A des fins de comparaison, le Parti conservateur a réalisé un gain en bonne et due forme au Québec dans le cadre de ces élections complémentaires. Et quand on compare la courbe de la cote québécoise de Stephen Harper — que l'on donnait comme mort au Québec à la même date l'an dernier — à celle de Jack Layton, ce dernier n'a pas vraiment de quoi vaivoyer.

Selon un sondage réalisé par Repère Communication Recherche, Jack Layton serait le chef fédéral en lequel les Québécois auraient le plus confiance après Gilles Duceppe (dix points devant). Mais en y regardant de plus près, on constate que le chef néodémocrate n'a qu'un point d'avance sur Stephen Harper. Et le premier ministre est perçu comme plus compétent que son rival néodémocrate.

Dans un bulletin de fin d'année à Radio-Canada, j'ai décerné la palme du téflon au chef néodémocrate. Ce n'était pas nécessairement un compliment. Dans les faits, le qualificatif faisait référence au décalage, de plus en plus manifeste en 2009, entre la perception qu'ont les Québécois de son leadership et la réalité de certaines de ses positions.

On a beaucoup reproché à Michael Ignatieff la demi-douzaine de votes libéraux inscrits contre le registre des armes à feu lors d'un vote récent aux Communes. Mais un tiers des députés de Jack Layton ont également voté contre le registre.

Surtout, il y a la décision troublante du NPD de faire la guerre aux politiques fiscales de deux provinces à partir de son strapontin au Parlement fédéral. En se positionnant agressivement contre les projets de taxes de vente harmonisées de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, Jack Layton espère tirer profit du vent d'insatisfaction qu'elles inspirent, un peu comme il l'avait fait en s'opposant à la taxe sur le carbone défendue par Stéphane Dion lors de la dernière campagne.

À l'époque, le positionnement néodémocrate avait suscité beaucoup de perplexité dans les milieux écologiques. Et cette fois-ci, M. Layton envoie un drôle de message sur le genre de fédéralisme que pratique son parti — un fédéralisme en fonction duquel un éventuel gouvernement fédéral néodémocrate serait en droit d'émettre des jugements et même de mettre des bâtons dans les roues budgétaires de ses partenaires provinciaux. Avec le temps, la capacité de Jack Layton de surfer sur toutes les vagues qui passent à sa portée commence à être plus inquiétante qu'admirable.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star. chebert@thestar.ca

Sommet de Copenhague

## Québec est inquiet des positions d'Ottawa

Le faible engagement de Harper risque de coûter cher au Québec, croit Jean Charest

RÉMI NADEAU

Copenhague — Le faible engagement du gouvernement Harper dans la lutte contre les changements climatiques risque de coûter cher au Québec, dit le premier ministre Jean Charest.

A son arrivée à Copenhague hier, M. Charest a sérieusement mis en garde le gouvernement fédéral contre les conséquences économiques qu'entraînerait son refus d'adopter un plan contraignant de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

«Les sanctions commerciales à l'égard des pays qui refuseront de mettre en place des objectifs contraignants, cela représente un danger réel. Cela pourrait nous rendre vulnérables», a-t-il prévenu hier, se préparant à un bras de fer avec Ottawa, en marge de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques.

Il a signalé que l'économie du Québec, qui mise sur ses exportations, sera la première touchée si les pays de l'Union européenne mettent à exécution leur menace d'imposer une «taxe du carbone» sur les produits en provenance de pays fautifs.

«Il faut être à l'affût, car nous sommes très dépendants des marchés extérieurs. On devrait avoir au Canada des objectifs qui sont plus contraignants, ils sont trop bas», a-t-il déploré.

Déjà, l'été dernier, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a déclaré qu'il serait légitime et acceptable d'imposer des taxes aux importations en provenance de pays réfractaires à la lutte contre

les changements climatiques, ou qui ne respectent pas leurs engagements internationaux.

Or, le Canada, qui est l'un des 39 signataires du protocole de Kyoto, ne pourra réduire ses émissions de GES de 6 % sous les niveaux de 1990 d'ici à 2012.

À la fin de l'année 2007, le pays affichait un bilan d'émissions supérieur de 26 % à l'année de référence du traité, notamment en raison de l'exploitation des sables bitumineux. De plus, pour la période de 2012 à 2020, le gouvernement de Stephen Harper s'est doté d'un objectif de réduction de seulement 3 % sous les niveaux de 1990, sans même présenter de plan pour l'atteindre.

Malgré les discussions en cours cette semaine à Copenhague, le ministre fédéral de l'Environnement, Jim Prentice, a affirmé hier que la cible retenue par le Canada n'était pas négociable.

Pour que la planète évite un réchauffement de température supérieur à deux degrés d'ici à 2020, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat demande aux pays des baisses de l'ordre de 25 à 40 % des émissions.

À l'instar des pays de l'Union européenne, le Québec a retenu une cible légèrement inférieure, de 20 %, qui le place dans les chefs de file en Amérique du Nord.

Pour s'y conformer, le gouvernement Charest prévoit une forte augmentation de la «taxe verte»,

prélevée sur chaque litre d'essence vendu à la pompe.

De 1 ¢ le litre actuellement, elle pourrait faire un bond jusqu'à 12 ¢ le litre, ce qui aura un impact très important sur le prix du carburant.

Québec compte aussi sur la mise en place d'un système d'échange et de plafonnement de droits d'émission de GES pour les entreprises.

Le gouvernement devra toutefois lui aussi accentuer ses efforts afin de respecter dans un premier temps la cible de Kyoto puisque, à la fin de l'année 2006, le bilan québécois des émissions affichait une augmentation de 1,6 %.

Quant à la déterminante conférence qui se déroule au Danemark, Jean Charest espère que les 193 pays présents s'entendront au moins sur un énoncé politique. «Mais ce ne sera pas suffisant, ce qui voudra dire qu'il y aura une suite à donner à Copenhague. Mon espoir c'est qu'il y ait des engagements contraignants le plus rapidement possible et que cela implique tous les pays.»

Le premier ministre du Québec fait partie de la délégation canadienne, mais n'a pas obtenu du gouvernement Harper le droit de prendre la parole lors de la conférence principale. Actif dans les activités périphériques, M. Charest coprésidera notamment le Sommet des leaders, demain, avec le premier ministre de l'Australie du Sud, Mike Rann.

La Presse canadienne

Négociations avec les employés de l'État

## Toujours sans contre-offre, les syndicats proposent à Québec des mesures pour augmenter ses revenus

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Bien qu'ils soient mécontents de la première offre gouvernementale, les syndicats qui négocient le prochain contrat de travail des employés de l'État n'ont pas déposé de contre-proposition depuis le 30 novembre. Le Secrétariat intersyndical des services publics (SISP) a plutôt suggéré hier au ministre des Finances, Raymond Bachand, un train de mesures pour augmenter les revenus de l'État.

Afin «de mieux soutenir l'économie, de préserver les services publics et de renforcer l'équité sociale», les syndicats proposent d'allonger le délai pour le rétablissement de l'équilibre budgétaire et de maintenir un taux de croissance réaliste des dépenses de l'État. Ils prient le gouvernement de renoncer à toutes compressions «dévastatrices», similaires à celles que la fonction publique du Québec a encaissées dans les années 1990, entre autres en santé et en éducation.

Ils suggèrent à Raymond Bachand et à la présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, de faire une croix sur une hausse des tarifs d'électricité et à songer plutôt à introduire une taxe sur les biens de luxe, à intensifier la lutte contre l'éva-



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Le Secrétariat intersyndical des services publics prie le gouvernement de renoncer à toutes compressions «dévastatrices», similaires à celles que la fonction publique du Québec a encaissées dans les années 1990.

sion fiscale tout en limitant les crédits d'impôt et congés fiscaux des entreprises, à revoir l'impôt sur le revenu des particuliers à très hauts revenus, et à accroître les redevances minières. «Pour nous, le gouvernement devrait privilégier les mesures qui épargnent les services rendus à la population, puisque celle-ci a déjà à subir les aléas de la récession alors qu'elle n'y a pas contribué», ont dit d'une

seule voix les représentants des syndicats des services publics hier.

Craignant de faire les frais du contexte économique, la porte-parole du Front syndical pour les négociations, Régine Laurent, espère pouvoir convenir de nouvelles

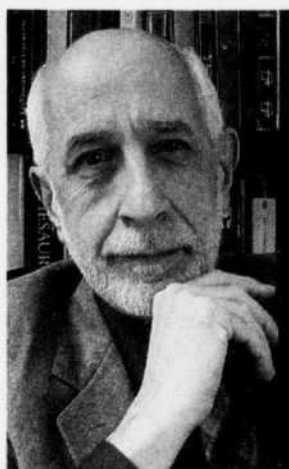
conditions de travail avec le gouvernement d'ici au 31 mars 2010, date à laquelle le décret gouvernemental, qui a imposé les dernières conditions, vient à échéance.

Au chapitre salarial, la fonction publique réclame une augmentation pour ses membres de 11,25 % sur trois ans. Le gouvernement du Québec a pour sa part offert 7 % d'augmentation des coûts de main-d'œuvre, sur cinq ans.

Régine Laurent, qui est aussi la présidente de la Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec, estime que l'offre de Québec ne garantit aucunement des augmentations de salaire pour les travailleurs et pourrait même représenter un gel salarial. Selon les représentants syndicaux, les «coûts de main-d'œuvre» englobent, en plus du salaire, le maintien de l'équité salariale, les régimes de retraite et les demandes sectorielles d'ajout de personnel.

La négociation devrait reprendre au début de l'année prochaine.

Le Devoir Avec La Presse canadienne



François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Loto Québec		Résultats des tirages du : 2009-12-12	
6/49	16 20 26 42 31 38 49	4/9	01 08 19 32 38 41 49
GAGNANTS		GAGNANTS	
6/6	0 4 005 908,00 \$	6/6	0 2 000 000,00 \$
5/6+c	0 286 136,20 \$	5/6+c	2 75 000,00 \$
5/6	105 2 251,10 \$	5/6	16 750,00 \$
4/6	5 284 84,70 \$	4/6	592 75,00 \$
3/6	106 726 10,00 \$	3/6	11 293 10,00 \$
2/6+c	69 221 5,00 \$	2/6+c	6 971 5,00 \$
Ventes totales : 13 594 996 \$		Ventes totales : 691 969,00 \$	
Prochain gros lot (approx.) : 9 000 000 \$		Extra 0287519	
Lotto MAX		Résultats des tirages du : 2009-12-11	
01 04 05 07 22 29 48		GAGNANTS	
COMPLÉMENTAIRE (C) 13		7/7	0 15 000 000,00 \$
Extra 3035094		6/7+C	0 229 307,40 \$
Tirage de deux «PARTICIPATION TÉLÉ» PAR JOUR DU 10 AU 19 DÉCEMBRE 2009		6/7	30 7 643,60 \$
		5/7	2 487 115,30 \$
		4/7	55 461 20,00 \$
		3/7+C	51 995 20,00 \$
		3/7	476 641 20,00 \$
		Participation gratuite : 18 803 630 \$	
		Ventes totales : 20 000 000 \$	
		Prochain gros lot (approx.) : 20 000 000 \$	

ROLEX

OYSTER PERPETUAL DATEJUST EN ACIER ET OR JAUNE 18 CARATS

Bijouterie Gambard

Vente et service technique

630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

## ACTUALITÉS

Démission en bloc de 20 médecins de Sept-Îles

## Des centaines de manifestants disent non à la mine d'uranium

Sept-Îles — Une coalition de citoyens et d'organismes opposés à l'exploitation d'une mine d'uranium dans la région de Sept-Îles a organisé une manifestation qui s'est déroulée hier après-midi dans cette ville de la Côte-Nord.

Les manifestants exigent que Québec réagisse rapidement à la démission en bloc de 20 médecins de Sept-Îles et qu'il décrète, dès maintenant, un moratoire sur l'exploration et l'exploitation de l'uranium au Québec.

Le porte-parole de la coalition Sept-Îles sans uranium, Marc Fafard, soutient que le moratoire est nécessaire, et ce, «tant que les gens ne seront pas plus informés sur les risques et les dangers associés à l'exploration et à l'exploitation d'uranium».

Selon lui, les dangers sont les mêmes depuis 50 ans, mais, à l'ère de Copenhague, la situation est devenue urgente. En plus, dit-il, du gouvernement fédéral qui signe des en-

tentes énergétiques avec l'Inde et la Chine.

La coalition souligne également que deux provinces canadiennes ont déjà approuvé un tel moratoire sur l'uranium, soit la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse.

Dans leur lettre ouverte, les médecins démissionnaires justifient leur action pour des raisons de santé publique, affirmant que l'exploitation d'une mine d'uranium pourrait provoquer une radioactivité très nocive.

Le directeur national de la santé publique, le Dr Alain Poirier, a rencontré vendredi à Sept-Îles le groupe de médecins. À la suite de la rencontre, les deux parties ont convenu de créer un comité pour étudier les dangers de l'exploration et de l'exploitation de l'uranium sur la santé.

M. Fafard s'est dit satisfait de ce dénouement, ajoutant que M. Poirier était surpris de voir qu'il existait des études que le gou-

vernement n'avait pas encore vues. Mais le porte-parole de la coalition soutient néanmoins que les médecins menaceront toujours de partir, et ce, tant que les activités ne cesseront pas.

«Le chat est sorti du sac [...]. Le gouvernement est maintenant forcé de voir la réalité», a affirmé Marc Fafard, ajoutant que Québec n'aura plus le choix d'informer et de consulter la population concernant l'exploration d'uranium dans la province.

Selon M. Fafard, la Coalition a l'appui de la majorité de la population de Sept-Îles, et celui des autochtones. Déjà 7000 personnes, soit environ 30 % des habitants de la ville auraient signé la pétition qui circulait cette semaine contre l'exploitation de la mine d'uranium, et ce, en plus des 5000 amis de la Coalition sur le réseau social Facebook.

La Presse canadienne

## Ottawa aidera les aides familiales étrangères

Toronto — Le gouvernement fédéral a annoncé samedi des mesures visant à protéger les aides familiales d'origine étrangère d'abus et d'exploitation, tout en leur permettant d'acquiescer plus facilement le statut de résidente permanente au Canada.

«Nous voulons nous assurer qu'elles ne soient plus victimes de situations abusives, qu'elles ne soient plus exploitées par des consultants sans scrupule et qu'elles bénéficient d'un processus juste et sans équivoque vers l'obtention d'une résidence permanente», a précisé le ministre de l'Immigration, Jason Kenney.

L'élimination du second examen médical est l'une des modifications que M. Kenney envisage d'apporter au Programme

des aides familiales résidentes. Cette mesure avait été proposée par Juana Tejada, décédée depuis, chez qui on avait décelé un cancer au moment où elle occupait un poste d'aide familiale. On lui avait refusé, à l'origine, le statut de résidente permanente après qu'elle eut échoué à son deuxième examen médical. C'est seulement grâce à une intervention spéciale du ministre, pour des considérations d'ordre humanitaire, qu'elle avait pu obtenir ce statut au Canada.

Une autre modification proposée permettra aux aides familiales qui font des heures supplémentaires de présenter une demande de résidence permanente plus tôt.

La Presse canadienne

## Poursuivis, les cigarettiers veulent impliquer Ottawa

Vancouver — Des cigarettiers affirment que le gouvernement fédéral a investi dans la recherche pour mettre au point des produits du tabac plus sûrs, à la fin des années 1960.

Ils estiment que lorsque la poursuite intentée afin d'obtenir le remboursement de milliards de dollars de frais de santé liés au tabac se retrouvera en cour en Colombie-Britannique, le gouvernement fédéral devrait assumer une partie des responsabilités.

Imperial Tobacco Canada — avec Rothmans, Benson and Hedges et JTI-Macdonald — cherche à impliquer Ottawa dans les procédures, à titre de tierce partie défenderesse. Les producteurs prétendent qu'il y a des décennies, le gouvernement a travaillé avec eux

pour mettre au point des produits aujourd'hui connus pour être causes de cancers et d'autres maladies.

«Les cigarettes [à faible taux de goudron] ont été fabriquées à l'instigation et avec la collaboration du gouvernement fédéral», a affirmé un porte-parole d'Imperial Tobacco, Eric Gagnon.

«Nous pensons qu'il est important que le gouvernement fédéral soit tenu responsable de sa décision et de ses gestes relativement aux [cigarettes] légères et douces», a-t-il ajouté.

Les fabricants des produits du tabac ont obtenu une victoire partielle, la semaine dernière, lorsque la Cour d'appel de la Colombie-Britannique a décidé que certaines des allégations mettant en cause le gouvernement fédéral seraient enten-



DANIEL MUNOZ REUTERS

dues au cours du procès à venir, qui débutera en septembre 2011. La Colombie-Britannique sera alors la première de plusieurs provinces à aller en cour contre des cigarettiers, dans le cadre de poursuites similaires.

Les sociétés productrices de tabac avancent que, vers 1969, des responsables du ministère fédéral de l'Agriculture et de la station de recherche de Delhi, dans le sud-ouest de l'Ontario, ont entrepris de sérieuses recherches dans le but de mettre au point des souches de tabac devant servir à produire des cigarettes moins toxiques.

À l'époque, le lien entre le tabac et la maladie commençait à retenir l'attention, mais pas encore au point où le gouvernement pensait que les fumeurs renonceraient à la cigarette en masse. Les efforts ont donc été concentrés sur la réduction des effets nocifs du tabac.

Le programme s'est poursuivi jusqu'à la fin des années 80.

La Presse canadienne

## EN BREF

## Aide ministérielle

Les ministres du gouvernement de Jean Charest ont puisé dans leurs enveloppes discrétionnaires pour octroyer 250 000 \$ à Banques alimentaires Québec, qui soutient et représente près de 20 membres Moisson et 1050 organismes d'aide alimentaire au Québec, ont annoncé hier la ministre déléguée aux Services sociaux, Lise Thériault, et la ministre de la Justice, Kathleen Weil. Mme Thériault dit avoir sollicité ses collègues en raison des besoins criants de la population. D'ordinaire, les ministres utilisent leurs enveloppes discrétionnaires pour mener à bien des projets reliés à leurs ministères. Les demandes en nourriture ont augmenté de 24 %, et les dons aux banques alimentaires ont diminué de 20 %,

alors celles-ci ne fournissent plus, a-t-elle fait remarquer. Près de 280 000 personnes reçoivent chaque mois de l'aide en aliments, selon Banques alimentaires Québec. Lise Thériault a dit espérer que les citoyens et les entreprises apporteront aussi leur contribution pour aider ceux qui sont dans le besoin. — Le Devoir

## 24 heures payantes

Mont-Tremblant — La 9<sup>e</sup> présentation des 24 heures de ski de Tremblant, qui s'est conclue hier dans la station des Laurentides, a permis de recueillir des dons records de 1,51 million au profit de trois fondations qui se consacrent aux enfants et à la jeunesse, soit la Fondation du centre de cancérologie Charles-Bruneau, la Fondation des Sénateurs d'Ottawa et la Fondation Tremblant. — La Presse canadienne

## LISTE DE CADEAUX DES FÊTES

JUSQU'À 50 %  
DE RÉDUCTION SUR  
100 % DES DESTINATIONS  
CANADIENNES.



ENREGISTREMENT GRATUIT DE DEUX BAGAGES POUR TOUS LES VOLS AU CANADA.

Concours Liste de cadeaux des fêtes. Réservez pour courir la chance de gagner. Tous les détails sur [aircanada.com/cadeaux](http://aircanada.com/cadeaux)

Jusqu'à 15 000 milles-bonis Aéroplan<sup>MD</sup> pour les voyages au Canada

TARIFS TANGO ALLER SIMPLE AU DÉPART DE MONTRÉAL. LES VOYAGES DOIVENT PRENDRE FIN AU PLUS TARD LE 18 JUIN 2010. AUCUN SUPPLÉMENT DE FRAIS DE CARBURANT.

TORONTO	HALIFAX	THUNDER BAY	WINNIPEG	ST. JOHN'S (T.-N.-L.)	REGINA SASKATOON
99\$	129\$	129\$	145\$	165\$	169\$
CALGARY	EDMONTON	KELOWNA	VANCOUVER	VICTORIA	FORT McMURRAY
175\$	179\$	189\$	195\$	199\$	245\$

Voilà un aperçu de nos destinations en solde. Pour effectuer une réservation sans frais, rendez-vous sur [aircanada.com](http://aircanada.com) ou appelez-nous au 1 888 247-2262. Ou encore, appelez votre agent de voyages.

L'offre prend fin le 16 décembre 2009.



[aircanada.com](http://aircanada.com)

## ACTUALITÉS

EN BREF

## Des modifications pour les certificats de sécurité

Ottawa — Le gouvernement fédéral a entrepris une révision de fond en comble de la loi antiterroriste, admettant que le système doit être amélioré, a appris La Presse canadienne. «*Nous y travaillons activement, très activement, et nous reconnaissons que la situation actuelle n'est pas idéale, et qu'il y a lieu d'apporter des changements*», a affirmé le ministre fédéral de la Sécurité publique, Peter Van Loan, lors d'une entrevue accordée à La Presse canadienne. La révision du système national de certificats de sécurité pourrait mener à l'abrogation ou à la modification d'une loi invoquée par les autorités pour procéder à l'arrestation et à l'expulsion d'étrangers qu'elles considéraient comme une menace pour la sécurité nationale. Le ministre Van Loan a dit réfléchir sur ce qui devrait être effectué à l'avenir et se demander si les certificats de sécurité constituaient un outil approprié. — La Presse canadienne

## Décès du Nobel de l'économie Paul Samuelson

Washington — L'économiste Paul Samuelson, premier lauréat américain du prix Nobel de l'économie en 1970, est décédé hier à l'âge de 94 ans, a annoncé le prestigieux Massachusetts Institute of Technology (MIT) où il a effectué l'essentiel de sa carrière. «*L'économiste du MIT Paul A. Samuelson, le lauréat du Nobel dont l'analyse mathématique a établi les fondations sur lesquelles l'économie moderne est construite et dont les manuels ont influencé des générations d'étudiants, est mort [hier] à son domicile de Belmont*», a annoncé le MIT. Selon l'institut, il a été «*l'un des économistes les plus importants de la planète pendant plus d'un demi-siècle*». L'un de ses manuels d'économie baptisé *L'Économie - techniques modernes de l'analyse économique*, publié pour la première fois en 1948, a été traduit dans 40 langues et édité à 19 reprises en anglais. — AFP

## Ottawa a pris la défense d'un gouverneur afghan aujourd'hui accusé de torture

MURRAY BREWSTER

Ottawa — Le gouvernement canadien a contribué à maintenir au pouvoir un gouverneur afghan aujourd'hui accusé de torture. L'ancien gouverneur de Kandahar Asadullah Khalid aurait pu perdre son poste dès 2006 si des responsables canadiens n'avaient pas pris sa défense, selon des notes diplomatiques n'ayant jamais été rendues publiques par le gouvernement canadien.

Cette révélation au sujet d'Asadullah Khalid, qui est demeuré gouverneur pendant deux ans après que des craintes eurent commencé à être soulevées au sujet de sa réputation, s'ajoute aux autres informations embarrassantes qui circulent depuis quelque temps au sujet des cas de torture de prisonniers afghans.

La nouvelle allégation est contenue dans le rapport de fin de mission rendu il y a deux ans par Richard Colvin, qui a tiré la sonnette d'alarme. Une version non censurée du rapport a été montrée pour la première fois à La Presse canadienne.

Le dégoût de M. Colvin face au soutien accordé par Ottawa à Asadullah Khalid, «*auteur connu de violations des droits de la person-*

*ne*», est palpable et marque les paragraphes les plus incendiaires du rapport. Les mentions faites de l'ancien gouverneur ont été rayées de la version du document rendue publique par la Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire.

«*À ce que je sache, le Canada n'a jamais suggéré [au président afghan Hamid] Karzai qu'Asadullah soit remplacé*», a écrit M. Colvin. «*Lors de la rencontre au cours de laquelle le sujet a été abordé, en juillet 2006, c'est le président qui a soulevé la question. Le Canada a défendu le gouverneur, s'assurant de cette façon qu'il demeure en poste*», a-t-il ajouté.

La version non censurée du rapport jette un éclairage nouveau sur le témoignage de M. Colvin devant un comité spécial de la Chambre des communes, le 18 novembre, lorsqu'il a affirmé que le gouverneur était considéré comme un «*mauvais acteur*» en ce qui a trait au respect des droits de la personne.

Le document rend également évidente la division qui existait entre les Forces canadiennes, qui soutenaient Asadullah Khalid, et certains diplomates sceptiques, qui ont fait de plus en plus entendre leurs voix au sujet des allégations de corruption, de tra-



BANARAS KHAN AGENCE FRANCE-PRESSE

Asadullah Khalid, «*auteur connu de violations des droits de la personne*» au dire de Richard Colvin, est demeuré gouverneur pendant deux ans.

fic de drogue et de mauvais traitements réservés à des prisonniers visant l'ancien gouverneur de Kandahar.

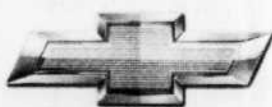
La Presse canadienne

# Plus d'espace. Moins d'essence.

Le TRAVERSE de CHEVROLET. Assez spacieux pour accueillir huit occupants et tout leur chargement. Meilleur rendement éconergétique sur route dans la catégorie des multisegments pour huit occupants<sup>1</sup>. De plus, il est couvert par la meilleure protection au pays : la garantie limitée de 5 ans ou 160 000 km sur le groupe motopropulseur, l'assistance routière et le transport de courtoisie<sup>2</sup>. Et si vous n'êtes pas entièrement satisfait, nous le reprendrons grâce à notre garantie de satisfaction 60 jours<sup>3</sup>. Mettez-nous à l'épreuve, et que le meilleur gagne. Visitez [chevrolet.ca](http://chevrolet.ca).



Traverse de Chevrolet



CHEVROLET

QUE LE MEILLEUR GAGNE.

1. Selon le Guide de consommation de carburant 2009 de Ressources naturelles Canada. Votre consommation d'essence réelle peut varier. Autres véhicules GM exclus. 2. Selon la première éventualité; détails chez votre concessionnaire. 3. Retour du véhicule de 30 à 60 jours après l'achat; kilométrage inférieur à 4000 km. Les frais d'utilisation du véhicule et d'autres restrictions s'appliquent. La prise de possession du véhicule chez le détaillant doit être faite avant le 11 janvier 2010. \*Chevrolet est une marque de la General Motors du Canada, le partenaire automobile officiel des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. © 2009, GM. Utilisée sous licence.



# ÉDITORIAL

## La dette grecque

### Défi à l'euro

Il y a une quinzaine de jours, un diagnostic posé sur la santé financière de Dubaï a passablement secoué certaines places boursières. Il y a une semaine, une radiographie de la dette publique grecque a ébranlé les Bourses, bien évidemment, mais a surtout semé l'inquiétude chez les banquiers centraux. En un mot, il se pourrait bien que la bombe à retardement que constitue l'endettement des États explose en 2010.

**I**ls ne sont vraiment pas beaux, les chiffres! Et Dieu sait s'il y en a. Il y a donc la Grèce avec sa dette avoisinant les 120 % du PIB. Mais il y a également ceux afférents à la gourmandise monétaire de l'Espagne, de l'Irlande, des pays baltes, et ceux plus nouveaux concernant le Portugal. Si la situation de ces derniers n'est pas aussi alarmante que celle constatée sur les hauteurs de l'Acropole, elle n'en demeure pas moins inquiétante.

Au Royaume-Uni, ces satanés chiffres donnent le vertige ou l'ivresse des profondeurs, c'est au choix. On en a retenu un et un seul: la dette par citoyen britannique contractée à l'étranger dépasse les 147 000 \$ comparativement à 23 000 \$ pour le Canada. Lorsque l'on ajoute à ce montant la dette par ménage, soit dit en passant la plus astronomique de l'Union européenne, on a le sentiment d'être confronté à un mystère économique si abscons que seuls Sherlock Holmes et sa formule 7 pourraient le résoudre. Retournons en Grèce.

En marge de leur dernier sommet, les chefs des États membres de l'Union européenne (UE), le Grec en premier, ont affirmé que le berceau de la démocratie ne sombrerait pas en faillite. Ils espéraient ainsi et espèrent toujours que ce propos formulé sans l'avoir accompagné d'un engagement ferme calmerait les marchés. Par contre si l'on se fie aux commentaires des investisseurs, notamment allemands, ce n'est pas avant que la Grèce ait renégocié, au début 2010, les termes d'une créance de 40 milliards que l'on saura vraiment si les marchés en question conserveront leur sang-froid.

Si personne n'achète les bons émis par la Grèce, comme ce fut le cas dans un passé pas si lointain, du Mexique, de la Russie, de l'Équateur et de l'Argentine, alors le gouvernement n'aura pas d'autre choix que de déclarer le pays insolvable et de plonger la Commission européenne dans un sacré embarras. On s'explique. Les règles qui balisent la sphère économique de l'UE ne permettent pas aux membres de prêter de l'argent à tel ou tel État pour combler un trou dans le budget ou réduire le déficit. De fait, les banquiers centraux craignent comme la peste que leur collègue grec ne décide d'imprimer des milliards d'euros et injecte du coup une bonne dose d'inflation dans la zone euro parce que d'autres nations, on pense à l'Espagne, à l'Irlande et au Portugal, seraient tentées de l'imiter.

Maintenant, si Bruxelles décide de donner un coup de main, on prévoit une foire d'empoigne entre les nations économiquement plus disciplinées, comme l'Allemagne, et les nations frivoles, si l'on peut dire les choses ainsi. Plus exactement, on appréhende ceci: que des pays amorcent un débat sur la pertinence de la monnaie commune en arguant que certains remboursent leurs dettes et d'autres pas. Bref, comme l'a si bien résumé un banquier allemand, la dette de la Grèce s'avère le premier test de LSD infligé à l'euro.

**Endettement**  
**Responsabilité**  
**partagée**

**A** force d'entendre crier au loup, les Canadiens semblent devenus incrédules à l'idée d'une éventuelle chute de valeur de leurs maisons. À la faveur de taux hypothécaires historiquement bas, les ventes continuent de croître malgré la récession et, avec elles, les prix, qui dépassent maintenant la valeur réelle des immeubles dans certaines grandes villes du pays comme Toronto et Vancouver.

Dans sa revue semestrielle du système financier publiée jeudi dernier, la Banque du Canada place l'endettement des ménages en haut de la liste des risques qui pèsent sur la reprise. Contrairement aux États-Unis, le Canada n'a pas connu de crise financière sérieuse, et son marché immobilier a jusqu'ici très bien résisté. Tant mieux! Mais il se peut qu'en adoptant une politique de bas taux d'intérêt doublée d'un fort soutien aux banques en matière de prêts hypothécaires, Ottawa ait allumé la mèche d'une bombe à retardement.

Dans son analyse, la Banque du Canada rappelle aux particuliers qu'ils doivent prendre leurs décisions d'emprunter en fonction de leur capacité de rembourser à long terme et non des taux d'intérêt de l'heure. Le même conseil vaut pour les banques qui se sentent à l'abri d'une crise immobilière parce que les prêts hypothécaires sont assurés par la SCHL: un individu incapable de faire ses versements hypothécaires rembourse encore moins ses emprunts à la consommation, leur rappelle la banque centrale.

Selon une hypothèse réaliste qui verrait le taux directeur de la Banque du Canada grimper jusqu'à 4,5 % d'ici à 2012, le pourcentage des particuliers avec un remboursement de dettes supérieur à 40 % de leurs revenus disponibles bondirait de 6 % à presque 10 % de tous les ménages. Or, les statistiques montrent que le quart des gens dans pareille situation font faillite. Les banques y perdraient, certes, mais les contribuables aussi, à cause des déficits monstrueux de la SCHL.

À la faveur de la hausse des taux, le nombre de faillites est donc appelé à augmenter, et les ventes de maisons comme leur prix, à reculer. Pour éviter un tel scénario, Ottawa ne peut pas laisser faire le marché qu'il influence déjà fortement par ses politiques. Puisqu'il est impossible d'augmenter les taux tant que la reprise n'est pas assurée, Ottawa doit exiger des banques qu'elles soient plus prudentes en matière de crédit à la consommation, et de la SCHL qu'elle resserre les conditions d'emprunt. Par exemple, il faut ramener la période d'amortissement à 25 ans, hausser la mise de fonds initiale à au moins 10 % du prix d'achat, et ressermer les règles du Régime d'accès à la propriété (RAP) devenu un piège pour ceux qui n'auront pas les moyens de renflouer leur REER.

Personne ne souhaite l'éclatement de ce qui apparaît de plus en plus comme une bulle immobilière, et qui n'épargnerait pas plus le Québec que le reste du pays. Si un tel scénario se concrétisait, ce ne sont pas d'abord les individus qu'il faudrait tenir pour responsables, mais les banques et Ottawa dont les politiques encouragent le surendettement des ménages.

j-rsanfacon@ledevoir.ca

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARRIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFLET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO



## LETTRES

### STM: méchant représentant des usagers!

Ce matin, j'attends l'autobus pour me rendre au bureau, geste que je répète régulièrement du lundi au vendredi. Pour moi qui habite le Plateau, le transport en commun c'est plus qu'un moyen de transport, c'est un mode de vie. Sauf que ce matin, l'autobus est bondé de touristes! C'est ainsi que j'appelle les usagers occasionnels, ceux qui, à l'annonce de la tempête du siècle (!), ont préféré prendre le transport en commun pour éviter les risques d'accrochage ou d'avoir à déneiger leur petit espace de stationnement au retour du bureau. Grand bien leur fasse, je considère très sage leur décision. Là où j'ai un problème, c'est avec la gestion des horaires de la bien nommée Société des transports de Montréal.

En effet, pourquoi, lors d'une situation exceptionnelle comme ce matin de tempête appréhendée, pourquoi ne pourrait-on pas augmenter la fréquence des passages pendant l'heure de pointe sur certains circuits plus achalandés? Évitant ainsi aux usagers d'avoir à laisser passer deux autobus, sans pouvoir y monter parce qu'ils sont trop pleins de touristes! Et peut-être qu'une image d'efficacité plutôt que de transport en vrac inciterait plus d'un «touriste» à y prendre goût et à récidiver en devenant membre régulier de la Société des usagers!

Et pendant ce temps, perdu dans mes réflexions d'usager qu'entends-je à la radio? En entrevue au sujet d'une prochaine augmentation des tarifs du transport en commun (on aurait trouvé trois ou quatre villes

quelque part où le coût du passage serait plus élevé qu'à Montréal!), mon représentant et ci-devant président de ma société de transport, monsieur Michel Labrecque, déclare le plus solennellement possible: «Il va falloir que les usagers contribuent!» Méchant représentant des usagers!

Normand Bélisle  
Montréal, le 9 décembre 2009

### Rester coi?

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt dans la page Idées du *Devoir* du 10 décembre, l'opinion d'un collectif de juristes sur la liberté d'expression au pays. L'exemple donné, soit celle de Barrick Gold Corporation contre les éditions Ecosociété, est connu, et le résultat de la poursuite risque de faire beaucoup de bruit.

Mais il existe des cas plus obscurs, inconnus du grand public, qui pour être moins éclatants, sont aussi dommageables pour la liberté d'expression. Que l'on me permette de raconter brièvement ma petite histoire.

Agronome retraité depuis presque 10 ans du ministère de l'Agriculture et membre honoraire de l'Ordre des agronomes, j'ai fait l'erreur de faire paraître dans un hebdomadaire rural une libre opinion de 300 mots concernant certaines pratiques en agriculture biologique. Mon propos n'était ni raciste, ni sexiste, ni haineux, mais critique. En cette ère de règne de la religion environnementale, critiquer l'agriculture biologique préconisée par certains de ses confrères est un blasphème, punissable par le syndicat. Je me suis donc retrouvé devant le comité de discipline de mon ordre professionnel, et sans avocat

que je n'avais pas les moyens de me payer, j'ai été déculotté proprement et condamné à 1000 \$ de frais et à une réprimande, même si j'avais invoqué devant mes juges la célèbre phrase de Voltaire concernant la liberté d'expression.

Et ce n'est pas tout. Le syndicat, mécontent de cette sentence «insignifiante», fit appel devant le tribunal des professions pour châtier davantage l'auteur de ce texte inconvenant. Cette poursuite-bâillon me donna la frousse, et la lâcheté aidant, comme Galilée autrefois, je fis mon mea-culpa et j'ai plié devant plus fort que moi.

Il y a des centaines de libres opinions de libres citoyens qui paraissent tous les jours dans les journaux dans le monde. Y en a-t-il une seule qui ait été sanctionnée par une autorité quelconque? Peut-être en Iran? Et au moins une au Québec!

Depuis ce temps, comme le chat échaudé, je me tiens coi et silencieux, ou presque. Mais je n'en pense pas moins!

Bernard Chartier, agronome retraité  
Saint-Henri-de-Lévis, le 10 décembre 2009

### Question de protection

Madame Marois, Vous demandez à M. Charest de renoncer à la rémunération qu'il reçoit de son parti, estimant que ce salaire l'incite à «protéger les entrepreneurs qui contribuent au PLQ». Croyez-vous vraiment que s'il ne recevait pas cette rémunération, il serait davantage porté à protéger les entrepreneurs qui appuient les autres partis politiques?

Mario Ferland  
Québec, le 10 décembre 2009

## LIBRE OPINION

### Éthique et culture religieuse

## Le Lyssenko de la souveraineté

KRISTOFF TALIN

Professeur à l'Université de Sherbrooke et chercheur au Centre national de la recherche scientifique (France)

**T**rofim Denissovitch Lyssenko était un scientifique russe qui est resté célèbre pour ses théories «scientifiques» sur la génétique censées évoluer en fonction de l'idéologie soviétique. Le lecteur sera-t-il étonné de savoir qu'il s'agit du plus grand fiasco de la science soviétique, justement parce que ce n'était pas de la science?

Aujourd'hui, une sociologue patentée, mais en fait «candidate au doctorat en sociologie...», affirme que le cours d'éthique et de culture religieuse occulte les valeurs québécoises et endoctrine les élèves. Joëlle Quéirun soutient cette théorie dans l'étude *Le cours Éthique et culture religieuse: transmission de connaissances ou endoctrinement?*, publiée par l'Institut de recherche sur le Québec (IRQ). Son affiliation à cet institut mérite aussi une précision scientifique. L'IRQ s'avère être un groupe de chercheurs dont les visées sont plus politiques et idéologiques que scientifiques et il ne doit évidemment pas être confondu avec l'INRS ou le défunt IIRQ.

Par ailleurs, cette étudiante en sociologie fait la part belle au Parti québécois qui s'empresse de demander l'abolition de ce cours. En tant que docteur en science politique et agrégé en sociologie, spécialiste des questions sur la religion et la modernité depuis vingt ans, je me sens dans le devoir

de préciser un certain nombre de choses.

Que l'étudiante le veuille ou non, et que le Parti québécois souhaite se voiler la face, cela ne changera rien à la réalité. Voilà une série de faits — après tout, la sociologie se doit de s'appuyer sur des faits — qui s'imposent comme une réalité.

Le Québec est une société culturellement fondée sur la religion catholique. Et si celle-ci a eu parfois un passé trouble, il faut aussi rappeler qu'elle a assuré la promotion de l'éducation et des soins pendant de longues décennies. Il ne suffit donc pas de décréter que l'on s'affranchit de la religion pour la supprimer de la culture. Mieux même, il convient de reconnaître son apport pour mieux s'en émanciper. C'est ce que l'on appelle le principe d'hybridation.

Et c'est cette hybridation qu'a faite le Québec pendant la Révolution tranquille. Il appartient donc à l'ensemble du Québec d'assumer son héritage religieux pour pouvoir se construire au XXI<sup>e</sup> siècle (ce que même la gauche française, pourtant très idéologisée, a fini par admettre). Le Québec a donc besoin d'un cours qui rappelle l'importance de la religion, mais pas seulement catholique, car le Québec est une société multiculturelle. Et je crois que le Parti québécois le revendiquait.

Et à ce titre, l'interpénétration des religions devient inévitable. L'avènement des accommodements raisonnables — peut-être traité avec trop de populisme par la commission *ad hoc*, j'en conviens — est une réalité. Dans une société plurielle, il est nécessaire de trouver

des plages de dialogue entre les différentes cultures et les différentes confessions. Même l'Irlande, à feu et à sang pendant trente ans, a fini par le comprendre. La stratégie irlandaise passe par une éducation au vivre ensemble destinée aux générations futures. Une sorte de développement durable humain. Il faut donc que les gens au Québec tiennent compte de ce processus inéluctable.

Dès lors, au Québec, le cours d'éthique et de culture religieuse apparaît comme une nécessité pour construire le Québec de demain. Seule l'introduction d'un tel cours donnera la possibilité aux générations futures de comprendre l'autre dans ses différences culturelles et religieuses. Cette acceptation du multiculturalisme est une nécessité et doit passer par une éducation à la différence afin de composer un Québec qui ne soit pas un «White Franco Catholic», mais une société dont la langue française deviendra le ciment culturel.

Bien sûr, mon propos peut déranger, et l'on peut me rapprocher de n'être pas Québécois. Je l'assume, pourtant j'y vis depuis huit ans et je forme des sociologues. J'encadre des doctorants et je forme des scientifiques à qui je conseille de lire *Le Savant et le Politique*, de Max Weber. Il y explique la différence entre la science et l'idéologie. L'avez-vous lu, mademoiselle? Et pour les militants irréductibles et les politiciens, je suis militant souverainiste, membre du Parti québécois et fier de l'être. Mais qu'on se le dise: la politique de l'autruche est le plus sûr moyen pour rester une province.

## IDÉES

Le sommet de Copenhague

## Le leadership politique est une nécessité, notamment pour protéger les forêts africaines

WANGARI MATHAAI  
ET PAUL MARTIN

Respectivement lauréate du prix Nobel de la Paix et ancien premier ministre du Canada, les auteurs sont coprésidents du Fonds forestier du bassin du Congo

**L**e bassin du Congo possède une vaste zone de forêt humide, la deuxième au monde du point de vue de l'étendue. Or, cette forêt est en voie de destruction. Nous en appelons donc aux dirigeants internationaux pour qu'ils agissent avec fermeté à Copenhague, et qu'ils s'engagent à soutenir par des compensations financières les pays en voie de développement qui protègent leurs forêts. Une action immédiate, pour sauver ce qu'il en reste et fournir à ces pays d'autres sources de revenus, profitera tant à l'ensemble du continent africain qu'au climat mondial.

De quelle manière au juste ces forêts sont-elles liées aux enjeux climatiques? On sait qu'à l'échelle du monde, les forêts tropicales jouent un rôle essentiel dans la résilience de la planète face aux changements climatiques, et que les forêts font office de gigantesques puits de carbone. Les recherches scientifiques montrent que 17 % des émissions globales de carbone sont dues à la déforestation et à la dégradation forestière.

L'impact de ces émissions sur les changements climatiques peut difficilement être surestimé. Quand le climat évolue vers une accentuation de la sécheresse, les forêts intactes protègent les ressources en eau. S'il devient plus humide, les arbres font obstacle à l'érosion des sols et aux inondations. L'existence des forêts tropicales est donc aussi cruciale lorsqu'il s'agit de modérer les changements climatiques qu'à la nécessité de s'y adapter.

## Conséquences de l'inaction

Imaginons un instant les conséquences qu'entraînerait, pour les pays situés dans le bassin du Congo et le reste de l'Afrique, l'inaction de la conférence de Copenhague sur ce sujet. Les quelque 200 millions d'hectares qui couvrent ces forêts fournissent nourriture, abri et travail à plus de 50 millions d'habitants. Qu'advient-il de ces populations si elles perdent ce qui les fait vivre — dans une région du monde où l'on émerge à peine des guerres civiles, et où l'expérience des conflits et des troubles est encore présente? Que se produira-t-il si cette zone de captage qu'est le bassin du Congo cesse d'alimenter en eau une grande partie de l'Afrique par de grands fleuves comme le Congo? Que deviendront les activités de pêche, à l'intérieur des terres et sur



Pêche traditionnelle sur le fleuve Congo, près de Kisangani, en République démocratique du Congo

les côtes, si les rythmes de crues réguliers du Congo et d'autres fleuves viennent à changer?

Nous n'avons pas toutes les réponses, mais nous savons avec certitude que les pays les plus pauvres seront les premiers à souffrir des changements climatiques, et que les plus pauvres d'entre les pauvres seront ceux qui souffriront le plus. En outre, si l'histoire peut nous servir de guide, nous pouvons prévoir que la rareté des ressources, alliée à l'instabilité politique et économique qui génèrent des conditions climatiques extrêmes, débouchera sur des conflits.

## Agir maintenant

Dans le cadre d'une rencontre de haut niveau parrainée par le Prince de Galles le mois dernier à Londres, un rapport élaboré a été présenté par un groupe de travail informel regroupant tous les principaux pays forestiers et les gouvernements des plus grands pays développés sur la manière dont pourrait être financée la protection des forêts tropicales. La proposition qui en ressort est simple: une dépense de 15 à 25 milliards d'euros d'ici à 2015 permettrait de réduire la déforestation de 25 %. Cela se traduirait par une réduction cumulée des émissions de CO<sub>2</sub> de 7 milliards de tonnes — soit autant que ce que produisent les États-Unis en un an. Pour y parvenir, nous devons agir maintenant.

À Copenhague, nous avons besoin d'engagements réels et de chiffres de l'ordre de ceux qui

viennent d'être cités. Tout en reconnaissant qu'il est important de disposer de ressources financières importantes, nous sommes également conscients de la nécessité, pour les pays en voie de développement, de se rallier à un accord sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD plus) et d'apporter leur contribution par la mise en œuvre de stratégies nationales destinées à faire reculer la disparition des forêts. En deux mots, c'est à ces pays que reviendra le gros du travail.

## REDD plus

La conférence de Copenhague examine une proposition intitulée REDD plus, qui a pour objet le financement, par les pays développés, de la réduction des émissions provenant des activités forestières et des sols forestiers dans les pays en voie de développement. Durant nos voyages en Afrique, nous avons entendu l'argument selon lequel seuls les pays possédant des forêts gagneraient à l'instauration du dispositif REDD plus.

C'est une idée fautive. Toute la région tirerait bénéfice d'une telle mesure, pour au moins deux raisons: tout d'abord, les possibles conséquences des changements climatiques — la sécheresse, les inondations et la régression en matière de sécurité alimentaire — affecteront la région tout entière. D'autre part, la signature à Copenhague d'un accord sur le mécanisme REDD plus ouvrira la voie à un système qui, à l'avenir, permet-

tra également d'attribuer des compensations aux pays en voie de développement pour le carbone stocké hors des forêts, par exemple dans les terres agricoles.

Nous nous adressons aux dirigeants du monde pour qu'ils s'entendent à Copenhague sur un accord ambitieux concernant les forêts tropicales. Il faudrait que le dispositif mis en place fournisse un financement adapté, durable et prévisible aux pays qui réussissent à réduire ou contenir leur déforestation. Les dirigeants mondiaux doivent agir immédiatement sur ce point.

## Des actions urgentes

Une action immédiate permettrait de ralentir le recul des plus grandes zones boisées de la planète. Des quantités énormes de carbone, au lieu d'être relâchées dans l'atmosphère, resteraient stockées en toute sécurité au cœur des forêts vivantes. Ces forêts perduraient, pour le plus grand bien des communautés locales — qui continueraient à y exploiter de manière durable des ressources traditionnelles. Elles offriraient une meilleure résilience aux conséquences des changements climatiques.

De surcroît, la coïncidence de nouveaux modes de gestion des forêts et de l'arrivée de ressources en provenance des régions développées du monde pourrait être l'occasion de mettre les pays concernés sur la voie d'un développement durable, à faible production de carbone. Un développement de ce type met l'accent sur les sources d'énergie alternatives non polluantes, et sur des moyens d'existence différents — voire plus conséquents — pour les populations.

L'espoir serait de contribuer à lutter contre le réchauffement global, tout en fournissant aux pays en voie de développement — dont bon nombre situés dans le bassin du Congo — les possibilités de se développer et de subvenir de manière durable aux besoins de leurs habitants. Enfin, un tel engagement liant les pays développés et en voie de développement représenterait une passerelle ou un point de rencontre important, propre à réunir véritablement le nord et le sud dans la bataille contre les changements climatiques.

Pour toutes ces raisons, nous en appelons aux dirigeants mondiaux, afin qu'ils s'engagent résolument dans des partenariats durables sous l'égide du programme REDD plus et qu'ils œuvrent à sauver les forêts tropicales restantes. Nous devons passer aux actes dès aujourd'hui — avant que les forêts ne disparaissent et que les changements climatiques ne deviennent irréversibles. Nous savons ce que nous avons à faire. Nous savons comment nous y prendre. Nous ne pouvons plus nous contenter de négociations. Il nous faut une action systématique, menée à grande échelle, sans perdre de temps.

## Mayday pour le climat de la Terre des Hommes!

Les objectifs annoncés jusqu'ici par les grands pays émetteurs de gaz à effet de serre restent très insuffisants pour stabiliser le climat au regard des derniers constats scientifiques

ALAIN F. BRUNEL

Sociologue des organisations chez Technologia de Paris et cofondateur de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique

**M**ayday! Mayday! Mayday! L'appel international de détresse des navires et des avions doit désormais être lancé pour le climat de la Terre des Hommes. Le risque d'un emballement catastrophique du climat est à nos portes. En ce moment crucial des négociations climatiques, les décideurs du monde doivent enfin agir en conséquence de l'alerte rouge lancée par les scientifiques.

Les objectifs annoncés jusqu'ici par les grands pays émetteurs de gaz à effet de serre (GES) restent très insuffisants pour stabiliser le climat au regard des derniers constats scientifiques. Seule une mobilisation mondiale portée par une véritable déclaration de guerre aux GES serait à la hauteur du risque climatique. La sécurité du monde et la vie de milliards d'humains sont en jeu. Mais pour agir résolument, il faut d'abord croire ce que nous savons...

N'en déplaise aux négationnistes de la crise climatique, le processus d'examen de la preuve du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) est foncièrement conservateur. Son résumé des dernières recherches scientifiques (Climate Change Science Compendium, septembre 2009) le démontre clairement: les effets des changements climatiques sont actuellement sous-estimés, notamment parce que les émissions globales de GES sont 40 % plus élevées qu'en 1990, que leur croissance dépasse les scénarios les plus énergivores envisagés par le GIEC, mais aussi parce que le système climatique semble plus sensible qu'on l'estimait naguère.

## Derniers constats alarmants

Les manifestations du «forçage climatique» des GES arrivent plus vite que prévu en matière de montée du niveau des mers, d'acidification des océans, de fonte de la banquise arctique, du réchauffement des masses continentales polaires et des changements dans les modèles de circulation atmosphérique et océanique.

Le résumé 2009 du GIEC souligne ainsi les situations vers lesquelles nous sommes «déjà engagés»:

- une acidification des océans qui va endommager ou détruire les récifs coralliens et plusieurs des espèces qu'ils abritent;
- une hausse probable du niveau des océans d'un mètre d'ici à la fin du siècle et une hausse de cinq à dix fois plus importante pour les siècles suivants;
- la perte des glaciers de montagne tropicaux et tempérés qui va assécher l'irrigation et les installations hydroélectriques et altérer la vie de 20 à 25 % de la population mondiale;
- la disparition de climats régionaux, la destruction de leurs écosystèmes et l'extinction des espèces, à mesure de l'expansion vers les pôles de la zone de convergence intertropicale et des déserts qui la bordent.

## Réduction de GES

Ces mégaphénomènes se déploient sous nos yeux alors que la température moyenne du globe a augmenté de seulement 0,8 °C depuis 1850. La concentration actuelle de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) dans l'atmosphère (387 parties par million ou ppm) est très proche des concentrations d'il y a trois millions d'années (400 ppm), époque des premiers hominidés. La température moyenne était alors plus élevée de 3 à 5 °C. Les prévisions du GIEC sous-estiment donc le potentiel de

réchauffement à long terme des concentrations de CO<sub>2</sub> déjà acquises.

L'objectif de l'ONU est de limiter la hausse de la température globale à quelque 2 °C, au-delà de laquelle les scientifiques redoutent des effets d'amplification comme une déglaciation accélérée des calottes glaciaires ou le dépérissement de la forêt amazonienne qui deviendra alors source de carbone. Pour atteindre cet objectif, il faut impérativement réduire les GES de 25 à 40 % d'ici à 2020, par rapport aux niveaux de 1990, afin d'amorcer leur réduction globale avant la fin de cette décennie décisive.

Mais il faudra faire bien plus: les scientifiques du GIEC affirment clairement la nécessité de décarboner massivement la société humaine à l'horizon 2050, afin que les 9 milliards d'humains d'alors produisent moins d'une tonne de CO<sub>2</sub> par an et par personne. Pour les pays riches, cela signifie des réductions de 80 à 95 % des émissions moyennes par rapport au niveau de l'an 2000. [...]

## «Pour une révolution énergétique»

Même l'Agence internationale de l'énergie, dans son récent rapport, appuie l'objectif de Greenpeace «pour une révolution énergétique». Les analystes institutionnels partagent désormais le diagnostic des écologistes devant cette vérité implacable: l'usage actuel et tendanciel des énergies fossiles est incompatible avec les grands équilibres écologiques de la planète!

D'innombrables initiatives réinventent l'avenir dans cette perspective. L'Allemagne projette l'installation de 40 parcs éoliens marins pouvant approvisionner jusqu'à 12 millions de foyers. Le Costa Rica veut émettre zéro carbone d'ici à 2021. L'Écosse publie un budget 2010-2011 dont les dépenses sont traduites en émis-

sions de CO<sub>2</sub> avec l'objectif de réduire ses émissions de 42 % d'ici à 2020. L'alliance Renault-Nissan prépare une gamme de voitures électriques zéro émission et veut mailler les territoires de bornes de recharge rapide. L'Espagne, le Portugal et Israël, notamment, ont signé des accords de développement en ce sens. Dans l'habitat, on sait aujourd'hui faire des bâtiments qui ne consomment presque pas d'énergie, voire qui produisent des surplus!

D'importantes ressources sont nécessaires pour développer les solutions de rechange énergétiques et simultanément engager les inévitables mesures d'adaptation aux bouleversements à venir. Où trouver l'argent? Taxer les énergies fossiles, à proportion du carbone dégagé par leur production et leur usage, consiste à appliquer fort logiquement le principe pollueur payeur. Comme chacun le sait, le signal prix permet d'orienter les comportements. Preuve est faite, grâce à l'exemple de pays socialement innovants comme la Suède, qu'une taxe carbone (appliquée là-bas depuis 1991) permet de réduire les GES sans nuire à l'économie, bien au contraire. La France propose aussi une taxe sur les transactions financières, à hauteur de 0,01 %, qui rapporterait environ 500 milliards d'euros en 20 ans.

L'objectif de décarboner le monde touche tous les secteurs d'activité. Imagination, courage et détermination sont demandés. Il exige un soutien massif et durable des puissances publiques. Il suppose l'engagement de tous à d'importants changements de priorités et de pratiques. Alors, ne pardonnez surtout pas à ceux qui, comme le premier ministre canadien Stephen Harper, font encore et toujours l'autruche devant les enjeux des changements climatiques. Car ils savent parfaitement ce qu'ils font: de petits calculs politiques au profit de grands calculateurs pétroliers. Fosile attitude... Funestes calculs...

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

REDACTION Information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Philippe Papiérou (pupitre), Information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutilleul (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter), Information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (média), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bernier (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre), Information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Remy (pupitre), Information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Lesgault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives), Diane Precourt (responsable des pages thématiques), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes), Michel Garneau (cartooniste), Andrée Bedard, Michèle Malenfant et Christine Durazet (correctrices), Paul Cauchon et Benoît Munger (responsables du site Internet), Jean-Jacques Coulombe et Émile Foli-Boivin (communis Internet), Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction), David Dumouchel et Étienne Planondon-Emond (commis à la rédaction), DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bherer (Ottawa), PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bosse, Marlene Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebati (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire), PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michèle Bernatchez, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zernaitis, INFORMATION Yvanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois, Jean-Robert Divers (responsable promotion), ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Beliveau (adjoite administrative), Céline Furoy, Ghislaine Laffeur, Claudine Chevrier, Veronique Page, Monique Proteau.

## ACTUALITÉS

## BERLUSCONI

SUITE DE LA PAGE 1

73 ans, lors de son transfert de la salle d'urgence à la chambre où il a passé la nuit.

Les images de l'agression, qui s'est produite à 18h30 heure locale, ont été présentées en boucle hier par les chaînes de télévision italiennes avant de faire le tour du monde. Elles ont montré un chef du gouvernement sous le choc, le visage couvert de sang, rapidement évacué du lieu de l'agression par son service de sécurité. Le coup reçu au visage par M. Berlusconi l'a fait tomber au sol. L'homme politique n'a toutefois pas perdu connaissance.

«Il Cavaliere» s'est retrouvé au cœur d'une altercation au sortir d'un rassemblement partisan où il a été passablement malmené par la foule. Des dizaines de personnes l'ont en effet conspué et hué le traitant même de «bouffon», a rapporté l'agence Ansa. «Honte à vous», leur a alors lancé à plusieurs reprises le chef du gouvernement. Plus tôt, M. Berlusconi avait décrié ses opposants en disant: «Ils me dépeignent comme un monstre, mais je ne pense pas en être un, premièrement, parce que j'ai une belle apparence et, deuxièmement, parce que je suis un bon gars.»

## Un chef pris dans les turbulences

Le chef du gouvernement italien traverse d'importantes turbulences politiques depuis quelques mois. Conflits d'intérêts entre ses responsabilités politiques et ses activités privées, accointances alléguées avec le crime organisé, mais aussi un divorce mouvementé avec sa deuxième femme, viennent régulièrement alimenter les critiques des opposants qui n'hésitent plus à remettre en question ouvertement la légitimité du chef.

La chose va en s'amplifiant. Signe des temps, la semaine dernière, une importante manifestation populaire a rassemblé près de 500 000 personnes dans les rues de Rome qui ont exprimé leur ras-le-bol et exigé la démission du politicien. Le mouvement spontané, baptisé «No Berlusconi Day» (le jour sans Berlusconi), a été amorcé par la création d'un groupe de contestation dans le réseau social numérique Facebook qui, en quelques jours, a fédéré pas moins de 350 000 internautes.

Coup dur pour le service de protection rapprochée du leader politique italien, cette agression a été qualifiée de «geste grave» par le président de la République, Giorgio Napolitano, qui l'a immédiatement condamnée. Le chef de l'opposition, Pier Luigi Bersani, a également dénoncé vertement cette attaque alors que le ministre de la Culture, Sandro Bondi, y a vu le fruit d'une «longue campagne de haine» menée par «certains secteurs de la politique et des médias» contre le chef du gouvernement.

Personnage politique et médiatique hautement polémique, Silvio Berlusconi n'en est pas à sa première agression en public. Il y a plusieurs années à Rome, le célèbre gourou des médias devenu politicien a été en effet frappé à la tête par un jeune homme qui lui a jeté un trépied d'appareil photo. M. Berlusconi s'en était alors tiré avec une ouverture du cuir chevelu à la base du crâne.

Le Devoir  
Avec l'Agence France-Presse et Reuters

## Rectificatif

Dans un texte de la page Idées publié le 10 décembre («Un budget pour les droits de la personne»), le nom de l'un des signataires a été mal orthographié. Dans sa version rectifiée, il s'agit bel et bien de Michel Labelle. Nos excuses.

## CRIMINOLOGUE

SUITE DE LA PAGE 1

Le criminologue en milieu carcéral est investi d'une lourde obligation judiciaire doublée d'une responsabilité morale, intellectuelle et clinique que Philippe Bensimon refuse de prendre à la légère. Son plus récent essai, *Profession: criminologie. Analyse clinique et relation d'aide en milieu carcéral* (Guérin) est le fruit de savantes recherches (la bibliographie fait 90 pages à elle seule) et d'une riche expérience de travail dans les pénitenciers.

Dédié à tous ses confrères et consœurs «qui œuvrent à l'ombre des murs», l'ouvrage est une passation symbolique des armes pour Bensimon, un homme tout à fait conscient de s'approcher du crépuscule de sa vie. Il va même jusqu'à céder les redevances en droits d'auteur à la Société de criminologie du Québec.

Les professionnels trouveront dans cet ouvrage, sans équivalent dans le monde de la recherche scientifique, des conseils utiles pour mener des entrevues avec des psychopathes et autres désaxés. Le grand public y découvrira des vérités glaciales sur la prison, la délinquance et l'irrépressible envie de salir, d'avilir et de tuer d'une certaine frange de l'humanité.

Le viol d'une fillette, le braquage d'une banque ou le trafic de drogue à grande échelle procurent une réelle satisfaction à ces sans foi ni loi. «Il y a un côté ludique au crime. Quand on parle des effets



JENS NORGAARD LARSEN/SCANPIX/REUTERS

Une militante a été arrêtée hier à Copenhague en compagnie de quelques autres manifestants. La veille, la police avait procédé à 250 interpellations lors d'une manifestation beaucoup plus importante.

## COPENHAGUE

SUITE DE LA PAGE 1

serre (GES) et le financement de la lutte. «Les discussions sur le cœur [de l'accord] ont vraiment commencé», a fait remarquer la présidente de la conférence, Connie Hedegaard.

«Chacun réalise l'urgence de ce que nous avons entrepris, mais nous devons agir plus vite. Nous devons surmonter les questions principales, dont la réduction des émissions, le financement qui est requis et la transparence des engagements», a dit le ministre britannique de l'Énergie, Ed Miliband, à l'issue de ces discussions informelles.

Pour la Chine et l'Inde, c'est aux nations industrialisées, historiquement responsables de l'accumulation des GES dans l'atmosphère, d'assumer l'essentiel du fardeau.

Les pays riches soutiennent, eux, que le développement accéléré des économies émergentes s'accompagne d'une augmentation de leurs rejets de carbone — la Chine est actuellement le premier émetteur mondial de CO<sub>2</sub>, l'Inde est au quatrième rang — et qu'elles doivent s'engager sur des objectifs contraignants. «La Chine appelle les États-Unis à faire plus. Les États-Unis appellent la Chine à faire plus. J'espère que, dans les jours qui viennent, tout le monde appellera tout le monde à faire plus», a déclaré Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. «Je crois que le protocole de Kyoto va survivre. Je crois que le protocole de Kyoto devrait survivre», a-t-il ajouté, espérant que la phase deux du protocole sera lancée à compter de 2012, malgré les réticences affichées notamment par le Canada, l'Australie et le Japon.

«C'est évidemment extraordinairement complexe, difficile et ambitieux puisqu'il faut à la fois réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de la planète, évidemment pas avec la même intensité partout», a résumé le ministre français de l'Environnement, Jean-Louis Borloo, qui s'est néanmoins dit convaincu qu'un accord reste possible. «C'est presque un pari insensé de mettre 194 pays différents sur la même longueur d'onde. C'est monstrueux. Tout peut, à tout moment, dérapier», a-t-il poursuivi, avant de défier les délégations canadienne et américaine à le surprendre en adoptant des mesures de réduction ambitieuses de leurs émissions de GES. Le gouvernement de Stephen Harper s'est engagé à diminuer les émissions canadiennes

de GES à hauteur de 3 % par rapport à 1990, et ce, d'ici à 2020. «Je crois que ce n'est pas leur faire le moindre grief que de dire que le monde attend une avancée spectaculaire de leur part. Il y a eu une grande avancée des États-Unis, mais elle reste insuffisante au regard de la science.» Jean-Louis Borloo a souligné au Devoir que le Canada a une «responsabilité supplémentaire» puisqu'il a ratifié, contrairement aux États-Unis, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

## Un accord d'ici vendredi?

Les négociateurs chinois tablent sur la conclusion d'un accord avant l'arrivée à Copenhague du premier ministre Wen Jiabao. A la tête du G77, la Chine demande aux pays développés de mettre sur la table un accord qui lui permettrait d'obtenir avant 2013 une aide financière et des transferts technologiques pour engager la lutte contre le réchauffement du climat. «Selon moi, les dirigeants vont venir pour célébrer l'issue positive des débats», a expliqué le représentant chinois, Su Wei. Son homologue français salue les cibles de réductions «en intensité» du gouvernement chinois, mais «il reste [à fixer] la date à partir de laquelle ils feront des réductions en chiffres absolus», a dit M. Borloo.

Les négociations informelles des ministres de l'Environnement étaient organisées à l'occasion d'une journée de relâche dans les débats qui se déroulent du 7 au 18 décembre en présence de 192 délégations. La conférence culminera avec l'arrivée des chefs d'État et de gouvernement, qui sont attendus à partir de mercredi. Le président américain, Barack Obama, et le premier ministre chinois Wen Jiabao, dont les pays sont les plus gros pollueurs de la planète, seront du nombre.

Par ailleurs, l'archevêque sud-africain Desmond Tutu a remis à Yvo de Boer une pétition signée par un demi-million de personnes pour réclamer un «accord équitable, efficace et contraignant».

Enfin, une nouvelle manifestation s'est déroulée dans les rues de Copenhague, bien moins impressionnante que celle de la veille à laquelle avaient pris part entre 30 000 et 100 000 personnes. La police a procédé à quelque 250 interpellations hier. La veille, un millier de manifestants avaient été arrêtés. Sauf pour 13 d'entre eux, tous ont été remis en liberté hier, a fait savoir la police. Certains ont dit avoir été malmenés par les forces de l'ordre.

Le Devoir  
Avec Reuters et l'AFP

## MONSANTO

L'équipe de scientifiques a passé au crible 60 paramètres biochimiques mesurés sur plusieurs organes des rats nourris avec ces OGM pendant 14 semaines

SUITE DE LA PAGE 1

L'équipe de scientifiques s'est basée sur les études toxicologiques que Monsanto a fournies dans les dernières années aux autorités sanitaires de Suède, du Danemark et de l'Allemagne afin de démontrer l'innocuité de ces transgènes et obtenir du coup le droit de les commercialiser. Les données de ces expériences en laboratoire conduites sur les trois variétés de maïs ont été rendues publiques dans la foulée de démarches juridiques amorcées dans ces trois pays par des groupes environnementaux, dont Greenpeace. Le CRIIGEN a toujours prétendu que la méthodologie utilisée par la multinationale n'était pas la bonne.

## Un recadrage méthodologique

Ces récentes découvertes, révélées aujourd'hui dans une publication scientifique reconnue, sont finalement le fait d'un recadrage méthodologique qui vient affiner «le niveau de précision» des effets sur les mammifères, précise le document. Au total, l'équipe a passé au crible 60 paramètres biochimiques mesurés sur plusieurs organes des rats nourris avec ces OGM pendant 14 semaines.

Par ailleurs, le comité de recherche estime que les «signes de toxicité inquiétants» livrés par cette contre-expertise des études de Monsanto démontrent «avec force» l'importance de poursuivre l'analyse toxicologique de ces organismes sur les êtres vivants, et ce, pendant une période plus longue, de plus de deux ans, peut-on lire dans l'étude.

À l'image de la plupart des OGM en circulation dans le monde, deux des trois maïs au cœur de cette étude ont été génétiquement améliorés afin de produire leur propre pesticide, et ce, pour se protéger seuls des parasites. Le MON 863 s'attaque par exemple à la chrysome, un prédateur qui s'en prend aux racines de la plante. Le MON 810, pour sa part, a été conçu pour éradiquer la pyrale du maïs. Quant au NK 603, il a été pensé pour résister au Roundup, le pesticide chimique vendu par Monsanto.

Malgré nos appels, il n'a pas été possible de parler à un représentant de la multinationale hier. Toutefois, dans un communiqué diffusé en novembre 2008, Monsanto réitérait l'innocuité des maïs transgéniques MON 810 et NK 603, régulièrement montrés du doigt par des groupes opposés aux biotechnologies. Des groupes qui, «depuis des années, remettent en question la sécurité des cultures» d'OGM en faisant beaucoup d'allégations «fondées sur des données scientifiques prises hors contexte et des revues scientifiques qui manquent de rigueur», écrit l'entreprise américaine.

Le maïs MON 810 a obtenu le droit d'être commercialisé au Canada en 1997. Par la suite, en 2001 et 2003, les variétés MON 863 et NK 603 ont également reçu ce feu vert des autorités sanitaires. Cultivées un peu partout au pays, ces plantes se retrouvent principalement dans l'alimentation du bétail. Les nombreuses remises en question de leur innocuité n'ont, pour le moment, pas incité Santé Canada à revoir sa position sur ces trois transgènes commercialisés.

Le Devoir

de la paupérisation, de la pauvreté et du misérabilisme à la Victor Hugo ou à Émile Zola, on n'accepte pas que nous sommes entourés de millions de gens qui n'en ont rien à foutre de nos valeurs familiales, nationalistes ou autres. Ils ont les leurs, et ce n'est pas toi, avec ton petit diplôme de merde, qui va les contraindre, lance-t-il. Il y a des millions d'individus qui n'ont pas cette capacité de se plier aux normes, aux lois et aux règlements. Ils ont cette liberté d'agir en eux, ils ne voient pas la distinction entre le bien et le mal, et c'est là depuis leur plus tendre enfance.»

## Si près, si loin

Docteur en criminologie, Philippe Bensimon enseigne les bases de cette profession qui n'en est pas vraiment une à l'Université de Montréal. Constat troublant: une proportion significative d'étudiants (et surtout des étudiantes dans cette branche en voie de féminisation) frappent à la porte de l'École de criminologie avec un bagage d'inceste, de violence, d'agression sexuelle. Ils choisissent la criminologie (ou même la psychologie) «pour être plus près de la vérité. La leur», écrit M. Bensimon.

L'auteur n'y échappe pas. Il faut lire entre les lignes de son dernier roman, *La Citadelle*, pour deviner sa trajectoire de vie. Né en France «huit ans après que les derniers crématoires encore rougeoient eurent fini de dégueuler leurs cendres à la face du monde entier», M. Bensimon a reçu en héritage la violence de son père juif et le rejet de sa mère catholique. Le premier l'éduquait aux poings tandis que la seconde lui avouait ouverte-

ment sa déception de ne pas s'être fait avorter.

La famille a déménagé au Canada quand le jeune Philippe était âgé de 13 ans. Pour ses 18 ans, il retournera en France pour s'engager dans l'unité des parachutistes français. Des durs de durs, recrutés à même les bagnes français, la lie de la société et ceux qui, comme Bensimon, voulaient fuir le quotidien d'une vie sans intérêt.

Une section, une vraie se mesurait aux nombres de suicides qu'elle engendrait dans ses propres rangs. La «prière du para» résume la culture de cette unité sur laquelle tombent les missions risquées et insensées: «Donnez-moi, mon Dieu, ce qui vous reste. Donnez-moi ce que l'on vous refuse. Je veux l'insécurité et l'inquiétude. Je veux la tourmente et la bagarre.»

Après cinq années entre ciel et terre, Philippe Bensimon a rompu les rangs, le vague à l'âme en prime. «Rien ne m'intéressait dans la vie, mais vraiment rien», dit-il.

À la suite d'un stage en milieu carcéral, durant ses études de baccalauréat en criminologie, il a développé la piqure pour la prison, cet étrange environnement, symbole suprême de la privation de liberté. «Ce milieu ressemble à la caserne, il y a un côté très militaire», explique-t-il. «C'était entre gars, entre hommes. Je me suis souvent identifié plus à ces gars-là qu'à la majorité des hommes que j'ai rencontrés dans ma vie.»

Philippe Bensimon s'est ainsi imposé une peine à vie à laquelle il s'est soustrait récemment pour se consacrer davantage à la recherche scientifique. Après 23 années en prison, il en ressort avec la conviction que la perte de liberté est

tout à fait intolérable pour l'être humain. «La prison est ainsi faite pour qu'on ne veuille plus y revenir. Et il en sera toujours ainsi», dit-il.

C'est aussi le meilleur outil inventé pour contenir la criminalité. La prison a son utilité pour réprimer une partie connue de l'agir criminel, pour la durée fixe d'une peine. Elle permet d'assouvir notre soif de vengeance collective contre le mal, de mettre un baume sur les plaies des victimes et d'entretenir les apparences de justice dans l'œil public au moyen de peines portées d'une promesse de dissuasion bien théorique.

Mais l'enfermement et tous les programmes imaginables ne pourront jamais altérer la personnalité délinquante d'un détenu, estime Philippe Bensimon. Renaître de ses cendres, impossible. Rebâtir autre chose à côté de soi-même, peut-être. «Il y a des gens à qui on va pouvoir faire prendre conscience de certaines choses. Mais l'erreur à éviter, c'est de croire qu'on peut changer l'individu. On peut l'inciter à opter pour un autre comportement. Je dis bien opter, pas changer. Le mot de la fin, la décision finale lui appartient», explique-t-il.

Philippe Bensimon s'estime chanceux d'avoir pris les bonnes décisions, à des étapes charnières de sa vie. Ses entretiens cliniques avec des délinquants le ramènent à un éternel questionnement. «Pourquoi lui, mais pas moi? J'aurais pu extrêmement mal tourner, et j'en ai toujours eu conscience», dit-il. Dans les pénitenciers, il a la conviction de rencontrer cet Autre qui lui est «si différent et si proche en même temps».

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390